

Découvrir les nouveaux visages des régions du Québec

Entrevue avec **Marie-Ève Arbour**

Marie-Ève Arbour est la fondatrice de Visages régionaux, une agence spécialisée en marketing territorial et en développement des communautés. Passionnée des territoires, elle dirige une équipe multidisciplinaire qui accompagne les villages, villes et régions à se développer et à se faire connaître auprès des 25-45 ans qui s'intéressent au mode de vie rural. Marie-Ève a également un parcours d'implication sociale et environnementale bien garni. Elle a notamment participé à cinq forums sociaux à l'international et cofondé le mouvement Coule pas chez nous. L'entrevue a été réalisée par Raphaël Canet.

RC. Tu as fondé *Visages régionaux* il y a plusieurs années. Peux-tu nous raconter quel était ton projet initial?

MEA. Le projet initial est parti de deux jeunes étudiants de l'UQAM qui venaient de finir leurs études, mon ex-copain et moi. Lui était diplômé en science politique et moi en communication. On avait beaucoup voyagé et j'avais déjà participé à deux forums sociaux. On avait envie de faire quelque chose qui ait un impact sur notre milieu, de contribuer au changement, mais on ne savait pas trop par quel bout commencer. On avait cependant le sentiment que même si on aimait vraiment Montréal, on ne se voyait pas y habiter. Comme si en ville on manquait un peu d'opportunités et que tout y était déjà fait. On avait le goût, cette année-là, d'aller voir un peu ce qui se faisait en région.

Je me rappelle, c'était en 2009, on était au café Byblos sur la rue Laurier, Simon et moi. On réfléchissait à ce qu'on voulait faire avec ce projet-là. Et on a posé notre candidature à la bourse Laure Waridel d'Équiterre. On a gagné cette bourse de 10 000 \$, qui était vraiment un montant exceptionnel pour nous à ce moment-là! On a acheté un camion qu'on a converti à l'huile végétale avec une petite roulotte en arrière qu'on a rénové. Nous étions en quête d'inspiration. Notre but c'était d'aller nous promener en région, parce qu'on avait l'impression qu'il se passait des choses mais qu'on n'en entendait pas beaucoup parler. Comme si le discours dominant autour des régions était souvent pessimiste, qu'on parlait de dévitalisation, de la perte des services, de l'exode rural. En parallèle, on avait le sentiment qu'un discours axé sur les nouvelles façons de vivre la ruralité, axé sur le positif et sur la résilience serait peut-être une façon de s'impliquer, à notre échelle. On a donc décidé d'aller voir par nous même pour découvrir des initiatives inspirantes portées par des gens tout aussi inspirants. Nous avons ciblé trois critères pour choisir parmi ces initiatives régionales : la construction écologique, la participation citoyenne et l'autonomie alimentaire.

En 2011, nous sommes donc partis à la rencontre de ces gens-là durant 4 mois. On a visité une dizaine de projets de construction écologique, dont des maisons en paille, en cob, en chanvre, etc. On voulait savoir quoi faire et quoi ne pas faire, quoi reproduire et quoi ne pas reproduire. On a rencontré, au niveau de la participation citoyenne, différents groupes qui défendaient des causes très diverses, parfois à très petite échelle, comme des citoyens qui se regroupaient pour la conservation d'un milieu humide, mais aussi de manière plus large, comme le collectif « Stop Uranium Baie des Chaleurs¹ » qui a été pour nous une grande source d'inspiration. Sur le plan de l'autonomie alimentaire, nous avons rencontré deux sortes de projet. Soit des projets à très petite échelle avec des gens qui développaient un système de production alimentaire autonome pour eux et leur famille, et éventuellement leur voisinage. Soit des projets un peu plus larges qui visent une autonomie alimentaire locale ou régionale et qui s'articulent, par exemple, à des projets d'épicerie coopératives (en vracs, zéro déchet). En 2011, ça commençait, mais il n'y en avait pas tant que ça en ville et encore moins en région.

Nous sommes donc partis à la rencontre de ce que nous appelions la ruralité émergente, loin du modèle dominant de l'agriculture et de la foresterie qui colle à l'image des régions. On voulait vraiment mettre l'accent sur des projets qui partent des gens et qui sont attractifs pour des jeunes comme nous, en quête de quelque chose de différent, quelque chose qui a du sens, à échelle humaine et respectueux des territoires et des communautés qui y vivent.

RC. Et d'ailleurs cette inspiration initiale a continué de te guider dans le développement de ton projet professionnel mais aussi de vie?

MEA. En effet, au terme de cette tournée, on a trouvé notre place en région, dans la MRC de l'Islet pour commencer et puis on a déménagé dans la MRC de Kamouraska juste à côté. On a construit notre maison écologique, on a fait des jardins. Simon a démarré un projet de verger d'arbres à fruits qui a donné lieu à une coopérative. On a profité des années suivantes pour nous établir, nous enraciner, se faire un réseau local et finalement comprendre que l'implication dans une communauté en région était possible quand tu arrives avec énergie, motivation et en respectant ce qui est déjà en place.

Sur le plan professionnel, c'est aussi un peu le fil conducteur avec lequel j'ai continué de faire évoluer *Visages régionaux*. Je suis parti de nos questionnements et de notre parcours initial. Nous étions intéressés à déménager en région, mais nous ne savions pas où aller, et nous n'avions aucune façon de savoir où aller parce que personne ne nous vantait les initiatives inspirantes de son coin de pays. Dans le fond, c'est un peu ça qu'on fait maintenant. On est mandaté par des municipalités qui ont envie de développer leur attractivité et, selon nous, cela passe par des communications et du marketing, oui, mais aussi et surtout par du développement local qui fait du sens.

¹ Cette Coalition de groupes locaux et de citoyens de Gaspésie s'était mobilisée à l'hiver 2011 contre un projet de mines d'uranium dans la région et avait obtenu gain de cause puisque la compagnie minière de Vancouver, *Terra Firma Resources*, avait finalement retiré son projet d'exploration au printemps de la même année.

Pour développer l'attractivité d'un milieu, notre démarche part de ce qui existe déjà, de qui ils sont, pour ensuite rayonner à partir d'un message clair qui soit inspirant. Si c'est un milieu avec beaucoup d'initiatives environnementales, on a un filon pour dire « on est ça et on voudrait l'être encore plus ». Cependant, si c'est un milieu qui n'a aucunes initiatives qui vont dans cette direction et qui nous dit qu'il aimerait se positionner comme un milieu écolo, à ce moment-là, on ne peut pas vraiment répondre à leur demande. On leur dit alors de retourner à leur plan de développement local, de soutenir ce genre d'initiatives et après on pourra se positionner là-dessus et être attractifs aux yeux des autres. Donc au-delà du *branding*, il faut soutenir l'entrepreneuriat local, les commerces de proximité, favoriser la participation citoyenne, développer les offres de loisirs, la culture, le milieu communautaire...

RC. Donc finalement, il faut que ça parte du milieu, mais est-ce que vous, vous avez des axes que vous privilégiez? Parce que tu disais au départ : « autonomie alimentaire, participation citoyenne, construction écologique », donc il y avait quand même une perspective environnementale et sociale forte. Est-ce que cela demeure dans la mission actuelle de *Visages régionaux* ?

MEA. Au fil du temps on a développé notre propre façon de travailler. On a développé ce qu'on appelle des leviers d'attractivité à partir d'études menées en développement régional, ainsi qu'au niveau de la mobilité des jeunes qui déménagent en région. On a réalisé deux grands sondages auprès de 2000 personnes chacun, en 2016 et 2019. Dans les deux cas, on cherchait à connaître les motivations des jeunes qui pensent déménager en région dans les 5 prochaines années. Et ce qui a motivé ceux qui ont décidé faire le saut au cours des 5 dernières années. C'est à partir de ces études que nous avons développé nos leviers d'attractivité qui se déclinent sous plusieurs aspects et qui orientent finalement nos recommandations.

On touche ainsi à l'accès à la propriété et aux logements locatifs. C'est sûr qu'on encourage beaucoup les projets de construction plus écologique, mais en ce moment, au Québec, il y a des enjeux de logement partout, c'est la bataille numéro 1 des régions.

On travaille aussi sur l'emploi et l'entrepreneuriat, notamment en identifiant les locaux ou bâtisses qui peuvent être réaffectées pour d'autres usages. Par exemple, on a déjà transformé une ancienne maison pour personnes âgées en espace de coworking et hébergement pour travailleurs saisonniers. En lien avec l'entrepreneuriat, on travaille aussi sur la reprise d'entreprises actuelles et sur la diversité des services de proximité (cafés, petits restos...). Évidemment, il y a un cadre légal à respecter au niveau de l'octroi de subventions pour attirer des entreprises, mais une fois qu'on connaît un peu les possibilités, c'est assez simple à monter.

On encourage aussi les municipalités à utiliser différents outils pour développer la participation citoyenne. Il y a plein d'applications en ligne aujourd'hui qui permettent de connecter les citoyens et leurs élus. Par exemple, avant de prendre une décision au conseil municipal sur l'emplacement du prochain parc, vous pourriez lancer un micro-sondage pour demander à la population quel parc ils aimeraient améliorer.

Il y a aussi tout ce qui concerne la nature et le plein-air, favoriser la pratique du sport dans les municipalités, continuer d'améliorer les sentiers et les parcs régionaux ou municipaux.

Et le dernier bout c'est tout ce qui touche l'accueil et l'inclusion des nouveaux arrivants, parce que c'est bien beau de vouloir attirer des gens mais c'est aussi le fun de faire de petits gestes pour qu'ils se sentent chez eux et qu'ils aient envie de s'impliquer. On utilise ainsi la participation citoyenne comme un outil pour développer le sentiment d'appartenance et la fierté comme vecteur d'attractivité, parce que lorsque les gens sont fiers d'habiter quelque part, ils sont fiers des projets et de ce qui s'y passe. Donc on revient à la base, ce qui fait un milieu, ce sont les projets, les gens et la diversité qu'on y retrouve.

Au cours de la prochaine année, on va revenir à la première chose qu'on faisait : rendre visible des initiatives inspirantes en région. À l'origine, on avait construit un répertoire. La prochaine étape sera de bâtir un média, le média des régions. Il s'appellera ALLER SIMPLE et sera lancé en mai 2022. On veut créer du contenu qui puisse permettre aux régions de rayonner à partir de leur positionnement, de leur monde, de leurs projets et de leurs histoires inspirantes. La pierre angulaire de tout cela, c'est un podcast que nous allons bientôt co-produire avec Radio-Canada. Finalement, l'objectif est de mettre à disposition des gens plein de contenu qui puisse répondre aux besoins que j'avais en 2011 quand je suis partie de Montréal et que je ne connaissais rien. Là, on aura des réponses à donner au monde.

RC. Vous visez les 25-45 ans, pourquoi?

MEA. Parce que ce sont eux qui sont rendus à faire des choix de vie. S'enraciner, vouloir fonder une famille, démarrer des entreprises. Nous, on a fait le pas à 24 ans, mais on était dans les plus jeunes. Aujourd'hui, c'est différent, beaucoup plus de jeunes déménagent en région. Avec la pandémie et les nouvelles formes de télétravail qui font désormais partie de notre réalité, on constate une plus grande ouverture à l'égard des régions.

RC. Parle-moi un peu de « Coule pas chez nous »?

MEA. Cette histoire démontre comment un petit groupe de personnes motivées peut avoir un impact important sur leur milieu et au-delà. À l'époque, en 2014, j'étais agente de développement pour une municipalité et le maire m'avait mandaté pour participer à une réunion sur un oléoduc qui devait passer par notre région. Donc j'arrive là, et il y a du monde en veston-cravate qui nous explique à partir d'une grande carte déroulée sur la table où vont passer les oléoducs en provenant d'Alberta. Je me rends compte que c'est un projet vraiment important et surtout très dommageable. Qu'est-ce qu'on fait avec ça? Je regarde le monde autour de la table et personne ne semble trop réagir.

J'ai alors appelé Équiterre et l'AQLPA, des gens que j'avais rencontrés dans différents forums sociaux. On a commencé à organiser des rencontres d'information avec Steven Guilbeault qui était alors chez Équiterre. On a monté une tournée dans le Kamouraska et créé « Stop Oléoduc Kamouraska ».

Finalement, d'autres groupes nous ont rejoint et ont eu le goût de se mobiliser et le mouvement s'est élargi dans le Témiscouata, la Capitale-Nationale, Rimouski. De petits groupes « Stop Oléoduc » commençaient à apparaître sur le même modèle que nous.

On s'est alors dit qu'il fallait monter une campagne plus rassembleuse parce que « Stop Oléoduc » ce n'était pas assez fort. C'est là qu'on a pensé à « Coule pas chez nous ». On a contacté tous les groupes que nous connaissions et convoqué une rencontre à Québec pour leur présenter le projet de campagne. Tout le monde a embarqué. J'ai même payé le premier lot d'affiches et on les vendait 5 \$ afin de se refinancer pour en produire d'autres ! Ça a commencé comme ça.

Puis, Gabriel Nadeau-Dubois a décidé d'embarquer dans la campagne. Cela s'est fait par l'intermédiaire d'une ancienne connaissance de l'UQAM avec qui j'avais participé à un forum social mondial au Brésil et qui travaillait avec lui. Andréanne m'a appelé pour me dire que Gabriel souhaitait nous donner sa bourse² et qu'il profiterait de son passage à *Tout le monde en parle* pour inviter le public à doubler la mise. On s'est finalement ramassé avec 400 000 \$! On était beaucoup inspirés par « Stop Uranium Baie des Chaleurs » et on se disait que si on gagnait cette bataille-là, contre le projet Énergie-Est de *TransCanada*, cela nous donnerait plus de force pour les autres luttes à mener. On a finalement gagné la bataille et le projet d'Énergie-Est a été abandonné. Aujourd'hui, quand je me promène à Montréal et que je vois encore des affiches « Coule pas chez nous », ça me rend fière et je me dis que c'était vraiment une belle aventure.

RC. À la lumière de toute ton expérience, pour construire un monde hors système ou en marge du modèle dominant, à quelle échelle doit-on le construire et quel est le meilleur moyen d'action ?

MEA. C'est une bonne question. Si on le savait, on l'aurait déjà fait ! Je pense qu'il y a une force dans le local, parce que c'est à ce niveau que les initiatives s'enracinent, que les gens incarnent leurs idéaux dans des projets concrets pour lesquels il y a déjà une partie du chemin de fait. Ce sont ces projets-là qui contribuent à l'expansion du hors système. Après ça, et c'était aussi l'un des constats initiaux de *Visages régionaux*, les gens qui sont à l'origine de ces projets, qui portent et réalisent ces initiatives transformatrices, n'ont pas le temps de faire autres choses, ils nourrissent leur famille. Je pense à Gérard qui vit en Gaspésie et qui est autosuffisant à 70 % tout en développant une petite entreprise de produits forestiers. Son modèle est vraiment génial, mais il n'a pas le temps de communiquer sur son modèle, il n'a pas le temps de réseauter. À un moment donné, il faut qu'il y ait des liens qui soient faits par des gens qui sont aptes et disponibles pour faire ce travail, et c'est la place que j'ai voulu prendre. Peut-être qu'en diffusant le mode de vie de Gérard, cela va inspirer d'autres personnes, et non seulement les inspirer, mais aussi leur donner des clés pour leur permettre de passer eux aussi à l'acte. C'est toute la force de la mise en réseau que de comprendre que c'est possible parce que d'autres l'ont fait.

² Il avait reçu le prix littéraire du Gouverneur général d'un montant de 25 000 \$ pour son essai sur la grève étudiante de 2012, *Tenir tête*, publié chez Lux Éditeur en 2013.

Moi c'est plus de ce côté-là que je me suis positionnée parce que ça rejoint mes forces et mes intérêts. J'essaye de contribuer à la construction de ce monde hors système en cherchant des façons d'inspirer le plus grand nombre de gens possible afin qu'ils puissent réaliser que leur mode de vie a un impact réel sur le monde dans lequel ils souhaitent vivre. Que nos idéaux finalement, nous les concrétisons dans nos gestes quotidiens. Bref, de participer à ce hors système-là en mettant en lumière les gens qui le font déjà, ceux qui tendent vers une plus grande simplicité, vers une plus grande autonomie, en mettant aussi l'accent sur des entreprises parce qu'il y a aussi de la place pour ça en région.

Évidemment, parfois on va valoriser des entreprises qui sont un peu plus grosses, parce que ça vient avec des budgets et des impératifs d'équité. Par exemple, on va aller voir Patate Dolbec, dans Portneuf, parce qu'ils ont une volonté d'intégration de gens avec des déficiences intellectuelles et aussi parce qu'ils pensent à valoriser leurs résidus. Oui, c'est une grosse *business* de patates, et oui c'est une monoculture, mais tous leurs résidus ils les donnent à une distillerie qui est maintenant née en parallèle. On se rend compte que même dans le système il y a des ramifications intéressantes qui peuvent s'établir. Avant, j'aurais eu tendance à juger, mais maintenant que je suis obligée d'aller les voir et de comprendre un peu plus leur réalité, je me rends compte qu'il y a une mentalité différente derrière ce que j'aurais pu imaginer. Des préjugés, j'en ai déconstruit beaucoup en habitant en région et en côtoyant des gens qui sont différents de moi.

RC. Dans le fond, plutôt que de mettre l'accent sur des projets précis, tu veux désormais mettre l'accent sur des parcours de vie?

MEA. Oui, c'est ça! Par exemple, une des MRC pour lesquelles on travaille, c'est la MRC d'Antoine-Labelle, on a construit une image autour de « l'Autre Laurentides » parce que c'est la MRC la plus dévitalisée du secteur, ce n'est pas Tremblant, ce n'est pas Ste-Agathe, c'est l'autre Laurentides. Alors on voulait leur redonner leur fierté. Avec eux on a fait des podcasts, de la vidéo et beaucoup de choses sur les réseaux sociaux. On est allé à la rencontre de toutes sortes de gens qui ont un mode de vie différent et qu'on a le goût de valoriser.

Finalement, on va répondre à la demande de la MRC, en parlant des gens et des projets qu'ils portent, mais on continue en parallèle de bâtir des programmes d'achat local et des politiques incitatives à l'établissement pour les entreprises, on continue de référer nos clients à nos collaborateurs pour que des politiques d'habitation se déploient. Indépendamment de ce qu'on fait au niveau des communications, le volet du développement régional et du développement local continue d'exister, parce que je crois à ça et qu'au final c'est ça qui change la donne.

RC. En fait, c'est hors système dans le sens où c'est vraiment une autre manière de voir le développement régional et même encore plus loin, si l'on envisage tous les défis sociaux et environnementaux auxquels nous allons devoir faire face avec les changements climatiques, dans le monde chaotique qui s'en vient, on va peut-être devoir développer un autre rapport au territoire et

peut-être inverser la logique de l'urbanisation. Est-ce que tu penses que dans cette perspective-là, la nouvelle vision du développement régional que tu amènes avec ton projet, est une voie d'avenir ?

MEA. C'est ce que je défends. J'ai d'ailleurs participé aux travaux du comité du gouvernement sur la prochaine politique de développement économique local et régional et c'est un peu la couleur que j'amenais. Ça détonnait un peu, mais ils comprenaient où je m'en allais avec ça. Malheureusement, cette stratégie ne verra pas le jour parce que c'est Marie-Ève Proulx³ qui était à la tête du projet. Évidemment là, on était dans une approche de développement économique, mais, si on veut que les régions soient dynamiques, ça doit absolument passer par une occupation qui est dynamique du territoire et pour ça, il faut diversifier les usages. Ce n'est pas vrai que c'est une grosse compagnie qui va venir tout sauver.

RC. Dans le fond, tu dis qu'il y a déjà des ressources disponibles mais qu'il faut juste mieux les utiliser dans une vision de développement régional beaucoup plus axée sur les initiatives locales inspirantes.

MEA. Honnêtement, parmi les gens avec qui je travaille dans les gouvernements régionaux, il y a beaucoup de fonctionnaires au développement économique, aux planifications stratégiques, aux communications et à la culture qui portent des visions super intéressantes. Après, c'est encore une fois et toujours au niveau politique que ça se joue. Tu as beau avoir la meilleure équipe possible dans une MRC avec des ressources super compétentes, le projet ne passera pas si les élus votent contre. Il faut donc aussi renouveler les conseils municipaux avec des gens qui portent des visions. Au final, ça prend des élus qui sont conscientisés et ça prend des jeunes qui ont quand même le goût d'aller parler de voiries un petit peu, parce qu'on parle encore de voiries dans les municipalités. Mais ils peuvent aussi parler de plein d'autres affaires !

3 Marie-Ève Proulx a été élue députée de la circonscription de Côte-du-Sud en 2018 pour la CAQ. Elle a occupé le poste de ministre déléguée au Développement économique régional jusqu'en mai 2021, date à laquelle elle a dû démissionner pour cause de harcèlement auprès de ses employés.